

Le budget supplémentaire (A)

Voici ce que le ministre des Finances a dit au sujet du déficit juste après sa nomination à ce poste prestigieux. C'est tiré du numéro du 7 mars du *Chronicle Herald* de Halifax.

M. MacEachen, qui a une formation d'économiste, ...

Voilà qui va en étonner plus d'un!

... se dit préoccupé, mais non obsédé par l'ampleur du déficit gouvernemental, qui est de 11.8 milliards.

Quand le déficit était de 11.8 milliards, il était donc préoccupé mais pas obsédé. Maintenant que le déficit s'élève à 14.1 milliards, nous ne pouvons qu'espérer qu'il est à la fois préoccupé et obsédé et qu'il fera quelque chose au lieu de rester assis à étaler son indifférence. Il a livré d'autres considérations éclairées dans cette même interview, et je cite:

«Le meilleur moyen de faire baisser les taux d'intérêts est évidemment de réduire, de façon générale, les pressions inflationnistes au Canada», a-t-il dit, sans toutefois offrir de solutions précises.

Les précisions que nous réuserons jamais à soutirer à ce ministre des Finances seront rigoureusement limitées. Les précisions, ce n'est pas son fort. Se lever à la Chambre et débiter vingt-cinq phrases là où deux ou trois mots suffiraient, voilà ce dans quoi il excelle. Mais les Canadiens vont réclamer des mesures précises.

Le premier ministre pense que l'économie est saine. Mais ce n'est pas l'avis des Canadiens qui vont exiger des réponses. Cela s'est déjà vu d'ailleurs. A ce propos, monsieur l'Orateur, je ne dis pas que la politique du gouvernement relativement aux taux d'intérêt est mauvaise. Les libéraux doivent faire face à la même situation que nous. A moins que l'on nous trouve une meilleure solution, il nous faudra malheureusement nous accommoder de la Banque du Canada et de taux d'intérêt élevés. La situation n'a pas changé depuis que les libéraux ont pris le pouvoir. Par conséquent, je ne leur reproche pas la hausse des taux d'intérêt. Ce que je leur reproche, c'est qu'alors qu'ils étaient dans l'opposition l'automne dernier, et qu'ils savaient fort bien que leur politique ne différerait pas d'un iota de la nôtre, c'est d'avoir essayé de faire croire à la Chambre qu'ils avaient autre chose de mieux à offrir comme politique.

● (1610)

L'actuel ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gray) avait l'habitude d'intervenir à la Chambre pour nous exposer en bon apôtre les diverses politiques qu'il préconisait; j'y reviendrai dans un instant. Les députés se souviendront que les libéraux parlaient notamment d'une politique des taux d'intérêt et d'une politique des prix pétroliers «faits au Canada». Le député de Kenora-Rainy River (M. Reid) a dit que c'était la même vieille politique que nous préconisions, mais lui se retrouve maintenant au pouvoir et nous dans l'opposition à cause de cela. Oui, il a suivi le conseil de l'ancien ministre des Finances, l'actuel ministre de la Justice. Il n'y a qu'une chose qui importe, c'est d'être honnête avec le public; et il sait où vous mène l'honnêteté avec le public, tout comme nous le savons.

Vous vous rappelez les taux d'intérêt «faits au Canada», monsieur l'Orateur? Les prix pétroliers devaient être établis au Canada. Et puis quoi encore?

M. Baker (Nepean-Carleton): De pures inventions fabriquées au Canada.

M. Crosbie: Leurs inventions devaient toutes être de fabrication canadienne. Voici, comme je l'ai dit l'autre jour à la Chambre, ce que le ministre des Finances a déclaré le vendredi 18 avril au *Star* de Toronto. On le sait, seules les stars ont voix au chapitre dans ce journal. Voici, cela doit être vrai. Je cite:

M. MacEachen a dit que la baisse du taux était «une bonne nouvelle».

Cela c'est pour la baisse du taux d'intérêt. Mais:

«... Il convient de remarquer que les taux d'intérêt élevés que nous avons eus et les hausses rapides qui se sont produites récemment sont la conséquence directe des mesures prises aux États-Unis».

Il y a quelques mois, au cours de la campagne électorale, les députés d'en face affirmaient qu'ils allaient avoir leur propre politique canadienne des taux d'intérêt. Ils ne subiraient pas, disaient-ils, les répercussions de notre étroite dépendance économique à l'égard des États-Unis. Ils auraient des taux d'intérêt «faits au Canada».

Où sont-ils ces fameux taux d'intérêt, maintenant que les libéraux sont de nouveau au pouvoir? Ils ont rusé et c'est comme cela qu'ils se sont fait réélire. Qu'ont-ils fait de ces promesses, eux qui avouent aujourd'hui qu'il n'y a pas de politique canadienne des taux d'intérêt, que nous sommes sans recours et que ces augmentations du taux d'intérêt sont le résultat de mesures prises aux États-Unis? C'était la même chose l'automne dernier et quand ils étaient au pouvoir en 1978 et en 1979. S'ils ne peuvent rien faire de mieux que de changer leur fusil d'épaule aussi vite, ils n'ont pas de quoi inspirer confiance aux Canadiens.

Où est le ministre de l'Industrie et du Commerce lorsqu'on a besoin de lui? Où est-il cet Hercule qui, l'automne dernier, sur les bancs de l'opposition, parlait sans arrêt de la politique que nous devrions adopter, des moyens à employer pour mettre au point une stratégie industrielle, résoudre le problème du chômage, créer des emplois ou modifier le pacte de l'automobile? Ne vous souvenez-vous pas de ce qu'il disait? Que fait-il maintenant? «L'Ontario est la plus durement touchée par le fléchissement économique aux États-Unis». C'est le titre d'un autre article de Robert Stephens, celui-ci dans le *Journal* d'Ottawa, où il écrit, et je cite:

L'Ontario souffrira plus que toute autre province de la présente récession aux États-Unis et aura par conséquent l'un des pires bilans économiques parmi les provinces cette année. Voilà la sombre prédiction faite... par le Conference Board of Canada. Cet organisme prévoit que le fléchissement de 0.6 p. 100 du produit intérieur réel en Ontario ne sera dépassé que par la chute de 1 p. 100 prévue au Nouveau-Brunswick.

L'article dit aussi qu'en Ontario,

—l'industrie de fabrication représente environ 30 p. 100 de la production totale de la province et que, par conséquent, l'économie provinciale est particulièrement vulnérable aux difficultés qu'éprouve ce secteur clé. L'affaiblissement du marché pour les voitures américaines, l'inflation élevée et les conditions de crédit plus strictes vont continuer de ralentir l'industrie de fabrication.

Comment est-ce possible? Le député qui avait toutes les solutions l'automne dernier est maintenant ministre de l'Industrie et du Commerce. Il n'est malheureusement pas là en ce moment pour nous éclairer sur sa nouvelle politique industrielle, sa politique qui consiste à se ranger du côté du gagnant, comme Chrysler, l'un des grands gagnants auxquels il veut s'associer. Pourquoi n'est-il pas là pour nous expliquer les nouvelles politiques dynamiques que le gouvernement va adopter pour raffermir le marché de l'automobile américaine, réduire l'inflation et faciliter le crédit?